

N° : 2007-05-03

Service : Ressources Humaines

**OBJET : ATTRIBUTION D'INDEMNITÉS DE CONSEIL AUX AGENTS
DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et en particulier son article n°97.

Vu le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 modifié, précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat (articles 1 et 2).

Vu le rapport du Directeur des Services Fiscaux du Rhône en date du 13 avril 1989 et sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Rhône.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La loi autorise les agents des services déconcentrés de l'Etat à percevoir des indemnités supplémentaires au titre des prestations qu'ils fournissent personnellement en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

Les conditions d'octroi des indemnités sont précisées par décret :

- le versement de ces indemnités implique que la collectivité supportant la dépense ne soit pas en mesure de faire exécuter la prestation par ses propres agents et qu'elle n'entre pas dans les dispositions réglementaires des services de l'Etat.

- l'attribution par les collectivités territoriales et leurs établissements publics d'indemnités aux agents des services déconcentrés de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat est pris sur proposition du ministre dont relèvent les agents ou par arrêtés individuels interministériels.

Toutefois, lorsqu'il n'a pas été statué par arrêté interministériel de caractère général et que le montant des indemnités n'excède pas 9 060 euros par an, l'attribution de l'indemnité peut faire l'objet d'un arrêté individuel pris sur la proposition du chef de service de l'intéressé par le préfet du département. Le montant mentionné au présent alinéa évolue dans les mêmes conditions que la valeur annuelle du traitement afférent à l'indice 100 majoré de la fonction publique.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ des membres présents

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au paiement de cette indemnité aux agents de la Direction des Services Fiscaux qui effectuent des permanences au sein de la collectivité dès lors que lui a été produit l'arrêté individuel du préfet fixant le montant de l'indemnité et ses conditions d'attribution, accompagné d'une décompte signé de l'ordonnateur, conformément à la rubrique 25 de la nomenclature des pièces justificatives annexée au décret n°83-16 du 13 janvier 1983 modifié.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET